

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

**Première session ordinaire
du Conseil d'administration**

Rome, 19-21 février 2007

RAPPORTS D'ÉVALUATION

**Point 7 de l'ordre du
jour**

Pour examen



Distribution: GÉNÉRALE

WFP/EB.1/2007/7-B

5 janvier 2007

ORIGINAL: ANGLAIS

RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION À MI-PARCOURS DU PROGRAMME DE PAYS – INDE (2003–2007)

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour examen.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directrice, OEDE	Mme C. Heider	tél.: 066513-2412
Directeur adjoint, OEDE:	M. J. Lefevre	tél.: 066513-2358

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).



RESUME

Le présent rapport résume les résultats de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays pour l'Inde (2003–2007), qui vise à soutenir l'Inde dans les efforts qu'elle met en œuvre pour réduire la vulnérabilité, éliminer la faim et l'insécurité alimentaire et promouvoir des modèles permettant d'assurer la sécurité alimentaire immédiate et à long terme dans les districts qui souffrent le plus d'insécurité dans ce domaine. Les conclusions doivent être interprétées compte tenu du fait que le programme de pays arrive au stade du passage de l'exécution au plaidoyer: le rapport montre combien il est difficile de mettre au point, dans des programmes nationaux, vastes et complexes, qui reposent sur l'aide alimentaire, des projets pilotes dont l'exécution peut se renouveler.

Le PAM a obtenu de bons résultats dans les domaines suivants: i) enrichissement des produits alimentaires, par le biais des Services intégrés pour le développement de l'enfant, dans le cadre d'initiatives qui ont été étendues à quatre États; ii) ciblage géographique de l'appui du PAM aux ménages pauvres; et iii) activités de plaidoyer. Le PAM a renforcé ses partenariats et en a créé de nouveaux; et ses activités de plaidoyer ont permis de sensibiliser davantage les pouvoirs publics à la sécurité alimentaire.

Il est nécessaire de centrer plus précisément l'action sur la mise en place de modèles susceptibles d'être reproduits pour atteindre le groupe cible du PAM —à savoir les ménages qui souffrent le plus d'insécurité alimentaire— en coopération avec d'autres institutions; il faut aussi améliorer la programmation et la planification stratégiques pour atteindre les objectifs visés.

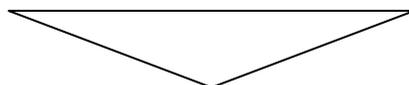
Les programmes essentiels ont donné des résultats mitigés. Le PAM doit veiller à ce que l'Indiamix soit consommé par les ménages qui souffrent le plus d'insécurité alimentaire, comme prévu; l'importance de ce produit est reconnue par les pouvoirs publics et d'autres homologues. Le PAM a réussi notamment à faire augmenter l'enregistrement des femmes et à faire baisser la proportion des enfants souffrant d'insuffisance pondérale. Quelques différences ont été constatées entre les programmes bénéficiant de l'aide du PAM et ceux qui bénéficiaient de celle du Gouvernement dans des domaines importants comme l'éducation nutritionnelle et sanitaire et la réduction de la malnutrition sévère.

Les objectifs du programme Vivres au profit de l'éducation - améliorer la concentration et le maintien des élèves à l'école - sont sur la bonne voie, mais la participation communautaire et les éléments liés à la santé n'ont pas été très opérants. La scolarisation a progressé dans les écoles assistées depuis un certain temps, ce qui n'a pas été le cas dans les nouvelles écoles. La place prioritaire qu'il était prévu de donner aux filles ne s'est pas concrétisée. Comme le programme Vivres au profit de l'éducation doit être interrompu en raison du manque d'appui de la part des pouvoirs publics, les leçons tirées de ce programme devraient être intégrées dans les activités futures du programme de pays.

Le programme Vivres contre travail n'a pas eu d'influence sur la politique des pouvoirs publics; il fournit des ressources limitées à un petit nombre de pauvres. Les fonds générés, au titre d'une composante de ce programme ont permis de créer quelques actifs communautaires durables. Les communautés ont participé davantage à la composante gérée par le Fonds international de développement agricole qu'à celle qui était gérée par le Département des forêts.

Le PAM agissant en partie dans le cadre des programmes nationaux, toutes les parties doivent œuvrer pour réduire les détournements potentiels de ressources, dont on a constaté qu'ils posaient un problème dans les grands programmes d'aide alimentaire du Gouvernement.

PROJET DE DECISION*



Le Conseil i) prend note du "Rapport succinct de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays — Inde (2003–2007)", (WFP/EB.1/2007/7-B), ii) note les mesures prises jusqu'ici par la direction du PAM pour donner suite aux recommandations figurant dans le rapport, telles qu'elles sont indiquées en annexe, et iii) invite le PAM à continuer de donner suite à ces recommandations, en tenant compte des observations des membres du Conseil.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" (document WFP/EB.1/2007/16) publié à la fin de la session du Conseil.



CONTEXTE

1. Cette évaluation à mi-parcours porte sur les résultats provisoires du programme de pays – Inde (2003–2007). Elle donne au bureau de pays un aperçu extérieur des progrès réalisés qui doit permettre d'améliorer les opérations et d'étayer la conception d'un nouveau programme de pays.
2. Il s'agissait essentiellement d'évaluer i) le rôle de catalyseur assumé par le PAM pour soutenir les efforts mis en œuvre par l'Inde afin de réduire la vulnérabilité et d'éliminer la faim et l'insécurité alimentaire dans le groupe cible de pauvres qui souffrent de la faim; ii) le travail réalisé par le PAM pour promouvoir des modèles de sécurité alimentaire immédiate et à long terme, et en faire la démonstration dans les zones affectées par l'insécurité alimentaire; et iii) les activités de plaidoyer du PAM à l'appui de l'objectif du Gouvernement qui est de libérer l'Inde de la faim.
3. Il s'agissait aussi d'évaluer la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité des composantes du programme de pays — le programme des Services intégrés pour le développement de l'enfant (ICDS), le programme Vivres au profit de l'éducation (VPE), le programme Vivres contre travail (VCT) et des projets pilotes.

METHODES

4. Le modèle d'évaluation reposait sur une approche mettant essentiellement l'accent sur l'utilisation prévue. Le programme de pays et les analyses du cadre logique des contrats opérationnels ont constitué les principaux éléments de référence.
5. Les données requises pour évaluer les activités de plaidoyer/mise en place de modèles et de renforcement des capacités ont été obtenues au cours d'entretiens avec le personnel du bureau de pays, des fonctionnaires des États et des membres du personnel de contrepartie. Pour l'évaluation des trois programmes essentiels, les principales sources de données ont été deux auto-évaluations des ICDS et une évaluation des composantes des programmes VPE et VCT; les données ont fait l'objet d'un exercice de triangulation dans le cadre de visites faites par l'équipe d'évaluation sur le site des programmes mis en œuvre dans les États suivants: Gujerat, Madhya Pradesh, Orissa, Rajasthan et Uttaranchal.

CONTEXTE NATIONAL

6. L'Inde connaît une solide croissance économique, met en œuvre d'importants programmes de lutte contre la pauvreté et compte le plus fort pourcentage de pauvres souffrant d'insécurité alimentaire dans le monde. Environ 50 pour cent des enfants indiens souffrent de mal nutrition. Au macroniveau, la situation en matière de sécurité alimentaire s'est aggravée dernièrement, comme aussi celle des disponibilités alimentaires par habitant. Les taux de carences en micronutriments, en particulier en iode, en vitamine A et en fer, sont élevés. La répartition est tout aussi importante que la production globale: même quand les disponibilités alimentaires sont suffisantes, il arrive que des pauvres n'y aient pas accès, notamment des femmes et des jeunes filles; le PAM et d'autres analysent actuellement les raisons de cette situation.

7. Au niveau national et à celui des États, le Gouvernement met en œuvre des programmes de protection sociale et de lutte contre la pauvreté, reposant sur l'aide alimentaire. Ce sont le Système public de distribution ciblée, le programme de repas de midi dans toutes les écoles primaires publiques, les ICDS et les projets VCT. Dans son dixième plan quinquennal (2002–2007), le Gouvernement reconnaît que le défaut de gouvernance est, autant que le manque de ressources, la cause d'une diminution de l'efficacité des programmes de développement.
8. Depuis 1963, le PAM a apporté à l'Inde une aide alimentaire et une aide au développement représentant un montant de 1 milliard de dollars É.-U. et a appuyé 70 projets de développement; un montant de 345 millions de dollars a été alloué à l'appui aux ICDS. Le programme de pays en cours, qui a démarré en 2003, était aligné sur la politique favorable au développement du PAM et devait servir à catalyser l'appui aux efforts mis en œuvre par l'Inde pour réduire la vulnérabilité et éliminer l'insécurité alimentaire dans le groupe cible des pauvres qui souffrent de la faim. Le défi consistait à passer d'une approche opérationnelle au plaidoyer, à la mise en place de modèles et au développement des capacités. Les résultats obtenus doivent être interprétés compte tenu de ce défi et des difficultés posées par la mise en place de projets pilotes susceptibles d'être reproduits dans le cadre de programmes, vastes et complexes, reposant sur l'aide alimentaire.
9. Le programme de pays s'insère dans le cadre de programmes nationaux et comporte la mise en place de modèles susceptibles d'être reproduits par le Gouvernement et ceux des États. Il est axé sur:
 - l'amélioration de l'état nutritionnel des femmes et des enfants par l'intermédiaire des ICDS;
 - l'amélioration de la sécurité alimentaire par des activités d'atténuation des effets des catastrophes ainsi que la préservation et la création d'actifs dans le cadre de projets VCT, en partenariat avec le Département des forêts et le Fonds international de développement agricole (FIDA); et
 - l'investissement dans des projets VPE sous forme d'un apport en milieu de matinée, dans les écoles, d'une collation enrichie en micronutriments et de rations à emporter pour les filles afin de promouvoir leur scolarisation.
10. Conformément au descriptif du programme de pays, les besoins de produits alimentaires sur cinq ans pour le programme principal se chiffraient à 800 000 tonnes, dont la moitié devait être fournie par le PAM et l'autre moitié par le Gouvernement indien et le Gouvernement des États. Le coût prévu de ce programme s'élevait à 142 millions de dollars pour le PAM, et à 176 millions de dollars pour les gouvernements. Le montant cumulé des dépenses pour la période 2003-2005 s'élevait à 25,7 millions de dollars, dont 65 pour cent revenaient au PAM. À compter de mai 2006, 40 pour cent des dépenses du programme principal ont été consacrées aux ICDS, 25 pour cent aux projets VPE et 35 pour cent aux projets VCT; 31 pour cent des dépenses de ce programme sont allés en Orissa, 15 pour cent au Rajasthan, 16 pour cent au Madhya Pradesh et 19 pour cent en Uttaranchal. Le faible niveau des ressources a eu une incidence sur la réalisation des objectifs du programme de pays.

COHERENCE ET PERTINENCE

11. Le programme de pays et les analyses réalisées par le PAM concordent avec les plans du Gouvernement; les objectifs de ce programme qui consistent à réduire la malnutrition, à promouvoir la fréquentation scolaire des filles et à soutenir les moyens de subsistance des pauvres dans le cadre de projets VCT sont conformes au dixième Plan quinquennal du Gouvernement (2002–2007). Cependant, les problèmes de gouvernance et de responsabilité mis en évidence dans ce Plan ne sont pas pleinement pris en compte dans les documents de planification du PAM. Le programme de pays correspond aussi largement au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement 2003–2008 (PNUAD).
12. Dans le programme de pays, il est noté que le PAM interviendra dans certains des districts les plus pauvres. Les ménages les plus touchés par l'insécurité alimentaire qui constituent le principal groupe cible comprennent en particulier les femmes, les jeunes filles et les nourrissons. Le contrat opérationnel d'appui aux ICDS prévoit de faciliter l'amélioration du ciblage, en particulier des personnes souffrant d'une malnutrition sévère, et de donner la priorité aux enfants les plus vulnérables. Lors des entretiens, les fonctionnaires du bureau de pays ont souligné qu'ils avaient pour mandat d'aider les ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire dans les districts les plus pauvres.
13. Le programme de pays et les opérations en cours ne montrent pas comment l'objectif qui consiste à mettre en place des modèles susceptibles d'être reproduits par les gouvernements en vue de leur extension s'harmonise avec celui qui vise à aider les ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire. Il faut que le bureau de pays examine si les deux objectifs peuvent en fait concorder. Si l'objectif premier du programme de pays est de mettre en place des modèles susceptibles d'être reproduits pour atteindre les ménages qui vivent dans la plus grande insécurité alimentaire, les résultats ont été modestes. Il est toujours difficile d'atteindre ces ménages, et le PAM intervient dans certains des districts les plus pauvres disposant de faibles moyens publics et de peu de possibilités de reproduire les modèles et de les étendre. Étant donné le niveau actuel des ressources du PAM et le contexte opérationnel, le seul moyen d'harmoniser les deux objectifs est d'agir en partenariat avec des institutions, comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), avec lequel une collaboration est imminente. En améliorant la planification stratégique, le PAM pourrait préciser ses principaux objectifs, c'est-à-dire les activités qu'il faut étendre et ceux qui doivent être les principaux bénéficiaires de ces activités.

ROLE DE CATALYSEUR DU PAM DANS LA MISE EN PLACE DE MODELES

14. Le PAM doit i) élaborer des stratégies plus explicites de reproduction de modèles; ii) préciser les résultats escomptés, et iii) mettre au point des indicateurs pour mesurer les résultats qu'il cherche à obtenir. En ce qui concerne la reproduction, il est nécessaire de connaître les modèles qui fonctionnent bien et pourquoi.

Services intégrés pour le développement de l'enfant

15. Les déclarants ont noté que le PAM avait enregistré ses meilleurs résultats, dans le cadre du programme ICDS, avec l'enrichissement en micronutriments d'aliments composés dans les États d'Uttar Pradesh, de Madhya Pradesh, d'Orissa et d'Uttaranchal. Il est prévu d'enrichir des aliments dans l'État de Gujrat.



16. Le bureau de pays a contribué aux activités d'enrichissement sous deux formes: i) par le plaidoyer/la recherche dans le cadre d'un dialogue avec les gouvernements sur les avantages de l'enrichissement; et ii) par la mise à l'essai de différents modèles d'enrichissement. Dans l'État d'Uttaranchal, les interventions du PAM à l'appui des ICDS ont été jugées très importantes, en particulier celles qui ont favorisé l'utilisation de millet biologique cultivé sur place.
17. D'autres réussites ont été enregistrées avec les modules d'éducation nutritionnelle et sanitaire qui ont été reproduits dans cinq États, et avec la carte de la faim dans l'État d'Uttaranchal, dont l'établissement prévu sera financé par le gouvernement de l'État avec l'appui technique du PAM. Quelques modèles ont été reproduits avec succès, mais ils n'étaient pas axés sur le groupe cible du PAM, à savoir les ménages vivant dans la plus grande insécurité alimentaire.

Vivres au profit de l'éducation

18. Pendant l'évaluation, les responsables des départements des affaires tribales dans les districts et les États ont indiqué qu'ils souhaitaient, en le finançant sur les ressources publiques et en utilisant des biscuits enrichis, étendre le programme VPE aux écoles de 53 autres districts, ce qui témoignait des possibilités d'extension de ce programme. Après l'évaluation, toutefois, le département compétent a fait savoir que l'appui des pouvoirs publics ferait défaut, et le bureau de pays a décidé d'interrompre le programme.

Activités de plaidoyer

19. Le bureau de pays a mené des activités de plaidoyer, sous forme d'échanges d'informations, de conférences, d'ateliers et de publications ainsi que par voie de dialogue avec les gouvernements; il a tiré parti de ses contacts avec les décideurs et a établi de nouveaux partenariats pour encourager les gouvernements à mettre l'accent sur la sécurité alimentaire. Ses analyses de la sécurité alimentaire ont mis en évidence l'importance de la distribution de produits alimentaires et de l'accès à ces produits; en particulier, l'ouvrage intitulé *Favoriser le développement* synthétise la documentation récente sur la sécurité alimentaire et présente un cadre analytique pour la promotion de cette sécurité. Les atlas de l'insécurité alimentaire, qui ont facilité le débat national sur la sécurité alimentaire et permis d'améliorer le ciblage géographique, ont été très appréciés par les déclarants au niveau national.
20. Les consultations ministérielles régionales de 2004 et 2005 sur la nutrition maternelle et infantile dans les pays asiatiques ont permis aux décideurs gouvernementaux de mieux comprendre les problèmes de nutrition et entraîné une augmentation des taux d'enrichissement des produits alimentaires dans plusieurs États du sud. On peut y voir la principale réussite des activités de plaidoyer du PAM, grâce peut-être à l'interaction directe qui s'est créée entre les spécialistes et les décideurs.
21. Des déclarants ont indiqué que, dans les activités de plaidoyer du PAM, le lien entre l'analyse et la programmation n'apparaissait pas suffisamment: les incidences sur la programmation et les changements susceptibles d'intervenir dans les programmes des gouvernements pourraient être examinés plus en profondeur. Ces activités ont été d'une haute qualité technique, voire très novatrices, mais plusieurs de leurs produits sont mal connus ou ne sont pas utilisés comme prévu. Certains déclarants ont demandé d'intensifier ces activités dans les États. Le bureau de pays et ses partenaires pourraient définir plus clairement les groupes d'utilisateurs des produits de plaidoyer et les résultats des activités pourraient être suivis avec plus de précision; les indicateurs actuellement utilisés pour mesurer l'impact des activités de plaidoyer ne permettent pas de connaître les résultats.



Renforcement des capacités

22. Le bureau de pays a obtenu de bons résultats, en matière de renforcement des capacités, dans les domaines suivants:
- analyse et cartographie de la vulnérabilité (ACV);
 - établissement d'un réseau de partenaires, par exemple pour introduire l'utilisation du millet local dans l'État d'Uttaranchal;
 - aide aux gouvernements des États en matière d'enrichissement des aliments et d'appels d'offres;
 - achats pour les gouvernements des États d'Orissa et d'Uttaranchal;
 - entreposage, hygiène et préparation d'aliments enrichis;
 - formation, dans les États et les districts, de personnel de contrepartie dans les domaines suivants: ICDS, VPE et VCT, en matière de suivi, de rapports et de gestion de la chaîne d'approvisionnement; création d'un centre modèle de ressources de district dans l'État de Bhopal;
 - un plan stratégique de renforcement des capacités permettrait de mieux centrer les activités et de les rendre plus efficaces.

Ciblage

23. Il convient de féliciter le bureau de pays pour son analyse de la pauvreté dans les États et son ciblage géographique des districts les plus pauvres qui comptent peu d'organismes ou de services, car il a permis de faire en sorte que la plus grande partie de l'appui apporté par le PAM atteigne les ménages vivant en deçà du seuil de pauvreté, ce qui est un résultat notable. Les erreurs d'exclusion sont censément moins importantes que dans le programme ICDS, et les programmes VCT ciblent les ménages pauvres, mais il peut se produire d'importantes erreurs d'exclusion dans les ménages vivant dans la plus grande insécurité alimentaire, erreurs qui sont dues au fait que le ciblage du PAM ne se fait pas au niveau des villages ni des ménages. D'après les études précédentes sur la pauvreté en Inde ainsi que les observations de l'équipe et ses entretiens avec des migrants et des ménages dirigés par des femmes, il y a très vraisemblablement des exclusions dans le groupe cible du PAM, par exemple parmi les personnes et les jeunes filles souffrant de malnutrition sévère.
24. Il faut que le bureau de pays, avec d'autres institutions, accorde une plus grande attention au ciblage des ménages vivant dans la plus grande insécurité alimentaire et comprenne les raisons de l'exclusion sociale. Ces ménages n'ont généralement pas accès aux services de couverture généralisée tels que les ICDS. Ce problème a été pris en compte dans le programme de pays qui prévoit d'inclure dans la couverture 25 ménages marginaux de hameaux périphériques; bien que la couverture ait été élargie, le bureau de pays doit déterminer si les ménages qui vivent dans la plus grande insécurité alimentaire ont bien été pris en charge. L'enrichissement en micronutriments est important pour améliorer l'état micronutritionnel d'une grande partie de la population; il faudrait faire tout le possible pour faire en sorte que les exclus sociaux puissent bénéficier de cet enrichissement. Il conviendrait de mettre au point des stratégies pour améliorer le ciblage en coopération avec du personnel de contrepartie.

25. Le bureau de pays a assuré le pilotage du concept "Vivres pour le développement humain" afin d'améliorer l'inclusion sociale des groupes difficiles à atteindre, mais les résultats ne sont pas encore disponibles.
26. L'activité future au titre du programme de pays devrait avoir pour fondement l'action à mener avec d'autres institutions afin de catalyser l'aide à apporter au Gouvernement pour lui permettre de mettre en oeuvre des programmes d'aide alimentaire à l'intention des ménages les plus affectés par l'insécurité alimentaire. Le PAM devrait promouvoir la capacité et la durabilité des institutions —financement public, capacité du personnel des services publics et des organisations non gouvernementales locales (ONG), et efficacité de la programmation nationale. Le bureau de pays devrait évoluer vers un ciblage géographique reposant sur la sécurité alimentaire et les possibilités d'extension.
27. L'équipe d'évaluation à mi-parcours a observé des niveaux de migration élevés dans les zones visées par le programme du PAM et a recommandé d'en tenir compte davantage dans la programmation. La nécessité de procéder à un ciblage saisonnier, dont il est fait état dans le programme de pays, a bénéficié d'une attention limitée, en dépit de son importance pour les ménages vivant dans la plus grande insécurité alimentaire.

EFFICACITE DES PROGRAMMES ESSENTIELS

Services intégrés pour le développement de l'enfant

28. L'appui du PAM au programme ICDS visait à mettre au point un modèle amélioré de renforcement de l'état sanitaire et nutritionnel des jeunes enfants, des femmes enceintes et des mères allaitantes et de promotion du développement des enfants. Toutes les études et tous les déclarants ont fait état de l'importance de l'Indiamix, aliment composé enrichi en micronutriments fourni par le PAM dans le cadre du programme ICDS.
29. Une auto-évaluation faite par le bureau de pays dans quatre États montre que les résultats sont meilleurs que ceux des programmes gouvernementaux et fait apparaître en particulier des taux d'enregistrement plus élevés chez les femmes, une plus forte proportion d'enfants bénéficiant d'une alimentation de complément et une plus faible proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale. Il n'y avait guère de différence entre les deux programmes dans plusieurs domaines importants: enfants fréquentant le centre des ICDS, femmes bénéficiant d'une alimentation de complément, carences nutritionnelles chez les femmes, proportion de personnes souffrant d'une malnutrition sévère et plusieurs indicateurs touchant à l'amélioration des soins dispensés aux enfants et de la prise en charge de la santé personnelle. Dans ce dernier cas, les programmes gouvernementaux ont donné des meilleurs résultats que ceux du PAM; l'anémie sévère et modérée chez les enfants était moins fréquente dans les zones non couvertes par le PAM.
30. La comparaison avec une enquête de référence faite en 2001–2002 —dont les résultats sont des taux indicatifs qui ne sont pas directement comparables— donne à penser que la proportion d'enfants souffrant d'insuffisance pondérale et de malnutrition sévère augmente dans le programme ICDS assisté par le PAM, ce qui peut s'expliquer par une meilleure approche des personnes les plus pauvres. En revanche, une seconde autoévaluation faite par le bureau de pays dans un État a révélé que les taux de malnutrition sévère et modérée étaient tombés de 54 pour cent à 46 pour cent dans le groupe des bénéficiaires de l'action du PAM qui avaient consommé de l'Indiamix, alors que la diminution correspondante avait été de 63 pour cent à 47 pour cent dans le groupe de contrôle qui avait reçu des aliments de complément non enrichis. Il faut se féliciter de la diminution de la malnutrition, tout en notant le fait que cette diminution a été de 15 pour cent dans les zones visées par le



programme du PAM, contre 25 pour cent dans les autres zones. La seconde auto-évaluation a révélé un recul statistiquement significatif de l'anémie, contrairement à la première, et une diminution de l'avitaminose A chez les enfants dans les zones visées par le programme, par opposition aux zones de contrôle. Les taux globaux de malnutrition demeurent élevés, d'où l'urgence d'en analyser les causes et de trouver des solutions.

31. L'équipe d'évaluation conclut que l'appui du PAM aux ICDS a donné des résultats mitigés et que l'évolution prévue dans les plans du bureau de pays risque de ne pas se produire avant la fin du programme de pays; il faut s'efforcer davantage de résoudre les problèmes qui ont été mis en évidence dans le programme ICDS au cours des dix dernières années et qui touchent l'approche des groupes marginalisés, la couverture des enfants de moins de 3 ans, la programmation complémentaire et l'éducation nutritionnelle et sanitaire. D'autres organismes internationaux se sont heurtés à des problèmes analogues, dont la Banque mondiale qui investit à l'heure actuelle davantage que le PAM dans les ICDS. Il est donc nécessaire de renforcer l'intégration des programmes des organismes internationaux.

VIVRES AU PROFIT DE L'EDUCATION

32. Ce programme vise à aider le gouvernement à atteindre l'objectif de l'enseignement primaire universel, à aider le Ministère des affaires tribales à mettre en place avec succès un modèle d'alimentation scolaire et à améliorer l'éducation des filles dans les zones tribales.
33. Le programme de pays progresse vers la réalisation de certains objectifs: en particulier, la scolarisation ainsi que la concentration et le maintien en classe des élèves se sont améliorés dans les écoles assistées par une aide alimentaire du PAM depuis au moins une année. La participation communautaire et les interventions sanitaires n'ont pas encore fait la preuve de leur efficacité; il n'y a pas eu d'augmentation de la scolarisation dans les nouvelles écoles. La place qu'il était prévu de donner aux filles ne s'est pas encore complètement concrétisée: 52 pour cent des élèves bénéficiaires sont des garçons, 48 pour cent des filles.
34. L'équipe d'évaluation pense que la distribution de biscuits est indiquée dans le cas du programme VPE, mais le PAM et ses partenaires devraient évaluer les avantages des biscuits par rapport à l'Indiamix, sous l'angle du rapport coût-efficacité, de la participation communautaire, du comportement nutritionnel et de la mise en place de modèles susceptibles d'être reproduits.

VIVRES CONTRE TRAVAIL

35. La composante VCT n'a pas eu d'influence sur la politique gouvernementale; de ce fait, elle fournit des ressources limitées à relativement peu de pauvres. Toutefois, elle permet d'atteindre certains objectifs liés à la sécurité alimentaire des ménages. Lors de son auto-évaluation, le bureau de pays a constaté que des actifs favorisant la sécurité alimentaire avaient été créés, que l'accès aux produits forestiers autres que le bois avait été préservé et que les prêteurs étaient remplacés par des groupes d'entraide qui octroyaient des prêts.

36. La composante FIDA a mieux réussi, en particulier dans le cadre de l'action menée par l'intermédiaire des ONG, à promouvoir la sécurité alimentaire des ménages et la participation communautaire. Mais l'équipe d'évaluation a conclu que la composante du Département des forêts n'avait guère donné de résultats en ce qui concerne le renforcement des capacités dans les communautés, les effets de démonstration et le lien avec les donateurs.

Programmation coordonnée

37. Les programmes du PAM sont trop éparpillés entre les districts, en partie pour des raisons historiques et en partie parce que les gouvernements des États ont demandé au PAM d'intervenir dans des zones plus vastes. Il n'est pas nécessaire d'agir dans les 40 districts pour mettre au point des modèles catalyseurs; si on réduisait le nombre des districts, il serait possible de favoriser une meilleure intégration des programmes.

Participation

38. Le programme de pays prévoit d'adopter une approche participative faisant intervenir les institutions du Panchayati Raj et d'autres organisations communautaires, l'accent étant mis sur la mobilisation des communautés ainsi que sur la conception et la mise en œuvre participatives. Cette participation a été obtenue dans le cadre du partenariat VCT avec le FIDA, mais c'est une petite composante du programme de pays; dans l'ensemble, les activités menées au titre du programme n'ont pas eu de caractère participatif.

Programmes pilotes

39. Au cours de la dernière décennie, le PAM a entrepris un certain nombre de programmes pilotes, conformément à son mandat qui lui demande d'agir en tant que catalyseur et créateur de modèles; certains programmes ont été étendus, en particulier les programmes d'enrichissement de produits alimentaires. Il est nécessaire de se préoccuper davantage de la sélection et de la planification des programmes pilotes, et d'y intégrer des mécanismes d'apprentissage, de suivi et d'extension. À cette fin, il faudra peut-être réduire le nombre des programmes pilotes.

Égalité des sexes

40. Le bureau de pays a atteint certains objectifs dans ce domaine: il a fourni des aliments enrichis aux femmes et aux enfants dans le cadre des programmes ICDS et VPE; des données ventilées par sexe sont rassemblées et les engagements en faveur des femmes sont pris en compte dans les documents et accords opérationnels.
41. L'objectif d'au moins 65 pour cent fixé pour les femmes bénéficiaires n'a pas encore été atteint: en 2003-2005, 54 pour cent des bénéficiaires étaient des femmes. Il est nécessaire à l'avenir de veiller à ce que les femmes et les enfants les plus pauvres soient inclus dans les programmes.
42. S'agissant de l'objectif qui consiste à promouvoir la parité hommes-femmes dans les structures de responsabilité et la prise des décisions, l'équipe d'évaluation a constaté que le bureau de pays met l'accent sur la promotion du développement des femmes et non sur l'égalité des sexes, comme le demandent les engagements renforcés du PAM en faveur des femmes. L'impact du programme sur l'égalité des sexes sera probablement marginal.

Partenariats et coordination interinstitutions

43. Des partenariats ont été établis ou renforcés avec le Gouvernement et plusieurs gouvernements des États. Le PAM a maintenu ses relations de travail avec le Ministère de l'agriculture et le Ministère des affaires tribales pour ce qui est des projets VPE, et avec le Département pour le développement de la femme et de l'enfant pour ce qui est des ICDS. Le partenariat avec le Département des forêts a été en grande partie limité au niveau national.
44. Il convient de féliciter le PAM pour avoir favorisé les échanges de vues sur les programmes conjoints et y avoir participé en vue d'accroître le nombre de ces programmes; le récent mémorandum d'accord passé avec l'UNICEF en est un exemple. La coordination et l'établissement de programmes avec les ONG, au niveau national, et avec la Fondation M.S. Swaminathan et l'Initiative pour les micronutriments ont donné des résultats positifs. En tant qu'acteur relativement mineur, le PAM ne peut guère agir pour promouvoir l'amélioration de la coordination.
45. La planification et la programmation conjointes avec d'autres institutions des Nations Unies ont été moins fréquentes, à l'exception du partenariat avec le FIDA. Il est préoccupant de constater que les quatre institutions qui participent aux ICDS —PAM, UNICEF, Banque mondiale et Société coopérative pour l'aide au monde entier— agissent en parallèle; il pourrait y avoir une meilleure communication entre les institutions, plus d'enseignements à tirer et un plus grand nombre de programmes conjoints.
46. Les tentatives faites pour établir des partenariats et élaborer des programmes conjoints montrent qu'il ne faut pas s'écarter de la réalité: le programme de pays était trop optimiste.

Achats

47. Des déclarants des États d'Orissa et d'Uttaranchal ont indiqué que le bureau de pays avait beaucoup contribué à faciliter les achats et à améliorer la transparence. Le bureau de pays a aussi aidé le Gouvernement à apporter une aide alimentaire en tant que donateur: on en veut pour exemple les biscuits à forte teneur énergétique fournis, à titre de don, pour les programmes d'alimentation scolaire du PAM en Afghanistan et en Iraq. Le PAM peut être en mesure d'appuyer le Gouvernement en tant que fournisseur d'aide alimentaire à l'avenir.
48. Les achats constituent aussi un élément central de la transparence, ainsi que cela a été noté dans l'évaluation à mi-parcours du dixième plan quinquennal du Gouvernement (2002–2007). L'avantage comparatif qu'offre le PAM en matière d'achats internationaux pourrait être utilisé pour améliorer les achats en Inde.

Suivi et gestion axée sur les résultats

49. Le bureau de pays améliore son mécanisme de suivi: il a créé une unité de suivi et de rapports en 2005, mis en place un système informatique de collecte de données et de suivi aux points de distribution finale et entrepris des activités de formation à l'intention du personnel de contrepartie et des surveillants de l'aide alimentaire du PAM dans les districts. Ces innovations facilitent la mise à jour des listes de bénéficiaires, la vérification de la fréquentation scolaire, la détection des ruptures dans la chaîne d'approvisionnement —qui surviennent malgré l'existence de disponibilités alimentaires dans les entrepôts centraux— et le contrôle des livraisons le long de la chaîne d'approvisionnement.

50. Le dixième plan quinquennal fait état du lien entre le suivi et l'utilisation rationnelle des fonds publics. Un certain nombre de responsables du Gouvernement et des États ont estimé que le suivi était une activité prioritaire à laquelle le PAM pourrait apporter une aide. L'apport d'une aide à la capacité de suivi offre au PAM la possibilité d'améliorer la transparence et la responsabilité dans les systèmes publics de distribution de vivres.
51. L'équipe d'évaluation a jugé que l'analyse du cadre logique du programme de pays était un outil de planification efficace. À l'avenir, on pourrait améliorer les analyses du cadre logique:
- en définissant des listes et des indicateurs de résultat plus spécifiques de l'objectif premier qui est d'agir en tant que catalyseur; les indicateurs actuels se situent au niveau des intrants, ou sont flous;
 - en accordant une plus grande attention aux indicateurs qualitatifs, par exemple ceux qui sont liés à l'évolution de l'inégalité entre les sexes; et en assurant la cohérence entre le programme de pays et les analyses du cadre logique des contrats opérationnels;
 - en assurant la durabilité et en établissant des stratégies de retrait.
52. La prise en charge des activités d'enrichissement par les gouvernements des États était prévue depuis le début. Ces activités ont été reprises par les gouvernements de l'Uttar Pradesh en 2003 et de l'Uttaranchal en 2006. Il faut de deux à quatre ans pour engager la discussion sur l'enrichissement avec les gouvernements, appuyer le processus et opérer le retrait.
53. Il est préoccupant de constater que les communautés n'ont pas été appelées à participer, contrairement à ce qui était prévu, ce qui réduit les possibilités de durabilité. Il est nécessaire que des stratégies de retrait, assorties de délais et indiquant les contributions futures attendues des gouvernements, figurent dans les contrats opérationnels. Le bureau de pays devrait suivre les résultats après le retrait pour s'assurer que les objectifs continuent d'être atteints. Le retrait doit être planifié et assuré de manière à ne pas permettre que les bénéficiaires se retrouvent dans une situation pire que celle dans laquelle ils étaient avant l'intervention.

ENSEIGNEMENTS

54. Plusieurs enseignements découlent de cette évaluation pour le bureau de pays et pour le PAM.
55. Il n'est pas facile de passer de la programmation directe à l'assistance technique; il faut donner des orientations aux bureaux de pays pour qu'ils y parviennent.
56. Il est nécessaire de faire l'équilibre entre l'approche technique et l'approche sociale. Les compétences techniques précieuses du PAM devraient être complétées par des compétences sociales pour que les groupes cibles puissent recevoir l'appui qui leur est destiné. Pour faire cet équilibre, le bureau de pays peut avoir besoin d'un effectif plus étoffé de personnel doté de compétences différentes, en particulier d'une expérience en matière de programmes de développement rural à l'intention des ménages vivant dans la plus grande insécurité alimentaire.
57. L'appui technique du PAM est très apprécié par le Gouvernement et ceux des États, qui appuient fermement le maintien de la présence du PAM en Inde en raison de la crédibilité qu'il ajoute aux tentatives faites pour réduire la pauvreté. Le PAM pourrait continuer i) à mettre en place des modèles susceptibles d'être reproduits par les gouvernements des États;



ii) à démontrer comment il est possible de procéder à une programmation efficace; et iii) à fixer des repères pour la programmation nationale.

58. Il est peu probable que le PAM puisse seul atteindre son objectif premier. Les différentes institutions dont les apports sont relativement faibles ne peuvent avoir guère d'impact sur certains des plus grands programmes de développement entrepris dans le monde.
59. Les recommandations de l'évaluation à mi-parcours de 2001 n'ont pas été suivies comme prévu; plusieurs sont reprises dans la présente évaluation. Cela donne à penser que le bureau de pays n'a pas été en mesure de régler certaines questions importantes telles que la limitation de l'étalement géographique, le passage des activités d'enrichissement dans le cadre des ICDS à des programmes plus vastes, la promotion des changements de comportement, le renforcement de la participation communautaire et l'égalité des sexes.

**ANNEXE: MATRICE DES RÉSULTATS
SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS
DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION À MI-PAROURS**

Recommandation	Organe responsable	Suite donnée par la direction du PAM
1: Planification stratégique		
<p>1.1 Pour faciliter la réalisation de l'objectif premier du programme de pays qui consiste à jouer un rôle de catalyseur et à mettre en place des modèles d'appui aux ménages vivant dans la plus grande insécurité alimentaire par le biais d'interventions basées sur l'aide alimentaire, le bureau de pays devrait revoir ses trois programmes essentiels et ses programmes pilotes; les plans pour le reste du programme de pays devraient tenir compte de l'analyse de la contribution qu'ils peuvent apporter à l'objectif premier et prévoir de consacrer d'autres activités au ciblage, au suivi et à la programmation participative.</p> <p>Il conviendrait de revoir les effectifs actuels pour que le bureau de pays puisse se consacrer à des activités de plaidoyer/création de modèles, touchant en particulier le ciblage, le suivi et la programmation participative.</p>	Bureau de pays	<p>Le bureau de pays formule des réserves quant à la modification des contrats opérationnels pendant la dernière année du cycle en cours. Les projets VCT mis en œuvre par les départements des forêts des États et les projets VPE ne seront pas inclus dans le prochain programme de pays, car ils ne peuvent pas être reproduits; l'accent sera mis sur le programme ICDS et le programme VCT du FIDA. Pour ce qui est de l'Indiamix, le modèle du PAM a été adopté dans quatre États. La sélection des districts d'intervention continuera de se faire sur la base d'indicateurs de l'insécurité alimentaire, de la disponibilité de fonds de contrepartie, de la présence de l'UNICEF et de considérations logistiques.</p> <p>Un examen des effectifs, réalisé à la fin de 2005, a abouti à la création d'une unité de suivi, d'évaluation et de rapports, d'une unité ACV et de gestion axée sur les résultats ainsi que d'une unité de plaidoyer et de mobilisation des ressources pour faciliter la programmation.</p>
<p>1.2 Il conviendrait que le bureau de pays réduise le nombre des programmes pilotes, mais qu'il les planifie plus efficacement: leur extension devrait être examinée dès leur conception sous l'angle de leur intérêt probable pour les pouvoirs publics, de leur financement, des possibilités de partenariat et de coordination avec d'autres institutions et d'une évaluation de la capacité du personnel de contrepartie qui reprendra les programmes. Des objectifs réalistes d'extension des programmes devraient être arrêtés et indiqués dans les documents de planification, y compris des listes de résultats, des indicateurs et des échéanciers.</p>	Bureau de pays	<p>Le risque d'échec est inhérent aux programmes pilotes.</p> <p>Au niveau national, un mémorandum d'accord a été signé avec l'UNICEF en avril 2006. Il est prévu d'organiser au début de 2007 un atelier conjoint pour arrêter un plan de travail commun.</p> <p>Un programme pilote de lutte contre le VIH/sida a débuté au Tamil Nadu en août 2006 après la signature d'un mémorandum d'accord avec l'organe national de lutte contre le sida confirmant l'extension du programme qui sera financé par des fonds publics. Le PAM est parvenu à inclure une composante aide alimentaire dans le principal document de politique générale du Gouvernement (NACP III) qui touche 500 000 personnes vivant avec le VIH/sida.</p> <p>Les futurs projets d'appui aux ICDS feront état du partage des coûts escompté pendant la mise en œuvre et préciseront les modalités de reprise par le Ministère pour le développement de la femme et de l'enfant.</p>



**ANNEXE: MATRICE DES RÉSULTATS
SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS
DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION À MI-PAROURS**

Recommandation	Organe responsable	Suite donnée par la direction du PAM
1.3 Le PAM devrait s'assurer que les enseignements tirés des programmes pilotes antérieurs sont retenus, par exemple en organisant des ateliers. Un élément important du rôle de catalyseur consisterait à chercher à mieux comprendre pourquoi certains programmes pilotes sont efficaces, et d'autres ne le sont pas.	Bureau de pays	Il est prévu d'organiser à Dehradun au début de 2007 un atelier consacré à un projet en faveur des adolescentes. Les gouvernements de l'Uttaranchal et du Madhya Pradesh ont fait savoir qu'ils souhaitaient renouveler cette activité pilote et qu'ils la financeraient. Neuf publications sur les "bonnes pratiques" sont prêtes à être publiées.
1.4 Il est nécessaire que le PAM mette en place une stratégie de retrait dans ses programmes, y compris des calendriers et un plan de prise en charge par les gouvernements dans un délai donné. Le PAM devrait suivre les programmes dont il s'est retiré pour déterminer s'ils sont durables et continuent de répondre aux objectifs prévus.	Bureau de pays	Le bureau de pays inclura des stratégies de retrait dans le prochain programme de pays et veillera à ce que le ralentissement progressif de l'aide fournie par le PAM fasse place à une accélération de l'aide des pouvoirs publics au niveau local.
2: Appui au suivi et à la transparence		
2.1 Il conviendrait que le PAM fasse en sorte que le renforcement des mécanismes de suivi des gouvernements soit une caractéristique de ses programmes essentiels, une des fonctions de responsabilisation qui devrait être mise au point par les gouvernements. Les modalités à cette fin devraient être examinées avec le Gouvernement et ceux des États sur la base des mécanismes existants. L'accent devrait être mis sur les détournement de ressources destinées aux bénéficiaires. En particulier, le PAM devrait aider les gouvernements à mettre en place des systèmes de suivi plus efficaces pour faire en sorte que les ménages vivant dans la plus grande insécurité reçoivent des ressources.	Bureau de pays	Le bureau de pays actualise ses systèmes de suivi. En consultation avec les autorités nationales et celles des États, il fera des propositions de renforcement des moyens d'améliorer le suivi et l'exécution des programmes publics basés sur l'aide alimentaire. Un système informatique de collecte de données est mis en place dans tous les districts opérationnels afin de saisir les informations mensuelles aux points de distribution. Il permettra d'identifier rapidement les ruptures qui surviennent dans la chaîne d'approvisionnement et de renforcer la capacité de suivi des ICDS ainsi que des départements des affaires tribales et des forêts. Un exercice de formation à la gestion des risques, portant sur les ICDS, le programme de repas de midi et le système public de distribution ciblée est organisé dans l'Orissa et le Madhya Pradesh en vue d'améliorer les moyens des principales parties prenantes d'améliorer la gestion de la chaîne d'approvisionnement.



**ANNEXE: MATRICE DES RÉSULTATS
SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS
DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION À MI-PAROURS**

Recommandation	Organe responsable	Suite donnée par la direction du PAM
3: Ciblage		
<p>3.1 Le bureau de pays devrait renoncer, dans sa programmation, au ciblage géographique fondé sur des indicateurs de l'insécurité alimentaire et des indicateurs socio-économiques pour passer au ciblage fondé sur des indicateurs de la sécurité alimentaire ainsi que des indicateurs socio-économiques et institutionnels. Les décisions à prendre quant aux États dans lesquels le PAM devrait continuer d'intervenir devraient reposer sur des critères tels que la capacité du gouvernement de l'État considéré, les relations entre le PAM et ce gouvernement, les possibilités de partenariat avec d'autres institutions, le niveau d'insécurité alimentaire et l'inégalité entre les sexes.</p>	Bureau de pays	<p>Le ciblage actuel repose sur des indicateurs socio-économiques et institutionnels et des indicateurs de la sécurité alimentaire. Il faut que le PAM intervienne dans les zones où l'État a les moyens d'agir car les projets sont destinés à étayer les programmes gouvernementaux. L'indice de l'insécurité alimentaire du bureau de pays se compose de 19 indicateurs, y compris l'inégalité entre les sexes.</p> <p>La sélection des États et des districts pour le prochain programme de pays sera fonction des disponibilités financières des États et des chevauchements avec l'UNICEF.</p>
<p>3.2 Les activités menées dans le Gujrat, l'Uttar Pradesh et le Jharkhand, qui bénéficient actuellement de petites allocations et où la première place est donnée aux projets VCT mis en œuvre par le Département des forêts, pourraient se terminer d'ici à la fin de 2007.</p>	Bureau de pays	<p>Cette recommandation figurera dans le prochain programme de pays.</p>
<p>3.3 Il conviendrait d'entreprendre deux programmes essentiels dans le même village pour déterminer si les modèles du PAM peuvent être reproduits.</p>	Bureau de pays	<p>Les activités seront concentrées, compte tenu des exigences opérationnelles.</p>
<p>3.4 L'unité ACV devrait entreprendre une évaluation participative de l'exclusion sociale pour déterminer si le groupe cible du PAM est compris dans les programmes comme prévu et identifier les moyens d'éliminer l'exclusion sociale. Cela nécessitera, au niveau des ménages et des villages et à l'intérieur même des ménages, une analyse des stratégies de résilience et de subsistance. Il conviendrait de se préoccuper des besoins des migrants, des ménages dirigés par des femmes qui n'ont guère d'actifs et de ménages dont certains membres sont malades ainsi que des mécanismes actuels qui, dans le cadre des ICDS et des activités VPE, permettent d'atteindre les ménages vivant dans la plus grande insécurité alimentaire.</p>	Bureau de pays	<p>Une enquête sur l'exclusion sera lancée au début de 2007.</p>



**ANNEXE: MATRICE DES RÉSULTATS
SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS
DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION À MI-PAROURS**

Recommandation	Organe responsable	Suite donnée par la direction du PAM
<p>3.5 Dans tous les programmes, il conviendrait de tenir compte des saisons et de leur impact sur les ménages vivant dans la plus grande insécurité alimentaire. Établir des modèles susceptibles d'être reproduits pour aider les plus pauvres à subsister pendant les saisons mortes avant les récoltes serait d'une grande aide qui pourrait être apportée dans le cadre du programme pilote Vivres pour le développement humain.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Les programmes VCT-Département des forêts et VPE seront interrompus. Le programme VCT-FIDA est déjà une activité saisonnière. Autrement, le bureau de pays ne voit guère la possibilité de faire face aux fluctuations saisonnières des besoins alimentaires par le biais du programme ICDS. Le problème dans ce domaine est la migration, qui a des racines économiques. Les programmes ICDS et Vivres pour le développement humain n'ont pas été conçus à cette fin. L'amélioration de l'accès au Système public de distribution ciblée et la mise en œuvre du programme national de garantie de l'emploi rural sont de meilleures options si l'on veut stimuler l'emploi local pendant la saison.</p>
<p>4: Vivres contre travail</p>		
<p>4.1 Le retrait du programme VCT-Département des forêts devrait se faire d'ici à la fin du programme de pays en cours, en veillant à ce que le travail communautaire soit repris par des ONG et que le retrait ne mette pas les ménages pauvres en situation de risque. Les activités menées dans le cadre du FIDA devraient être étendues, l'accent étant mis sur la mise au point de modèles susceptibles d'être reproduits pour aider les ménages vivant dans la plus grande insécurité à disposer de moyens de subsistance durables.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Comme prévu, les actifs communautaires que les fonds générés ont permis de créer sont transférés aux autorités des villages ou aux comités d'utilisateurs qui en assurent la préservation, ce qui est la seule activité communautaire qui intervient dans ce programme.</p>
<p>5: Vivres au profit de l'éducation</p>		
<p>5.1 Le Ministère des affaires tribales ayant fait savoir qu'il n'avait pas de crédits budgétaires pour financer le programme VPE, le bureau de pays devrait faire le bilan des enseignements tirés de ce programme pour en connaître les points forts et les points faibles et dégager les leçons à retenir pour les futures activités du programme de pays.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Le bilan des enseignements tirés du programme sera réalisé.</p>
<p>6: Services intégrés pour le développement de l'enfant</p>		
<p>6.1 Le PAM devrait poursuivre ses activités d'enrichissement, tout en veillant à les compléter par des analyses de l'exclusion sociale et la promotion de l'inclusion des plus pauvres.</p>	<p>Bureau de pays</p>	<p>Voir la réponse donnée au paragraphe 3.4.</p>



**ANNEXE: MATRICE DES RÉSULTATS
SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS
DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION À MI-PAROURS**

Recommandation	Organe responsable	Suite donnée par la direction du PAM
6.2 Le bureau de pays devrait améliorer ses programmes dans les domaines qu'il a identifiés dans ses auto-évaluations, en particulier la fréquentation scolaire, la nutrition complémentaire chez les femmes, la prévalence de carences nutritionnelles chez les femmes, l'aide aux personnes souffrant d'une malnutrition sévère ainsi que l'éducation nutritionnelle et sanitaire.	Bureau de pays	Les principales initiatives indiquées dans le présent tableau aboutiront à une amélioration des programmes pendant le prochain cycle
7: Plaidoyer et dialogue avec les autorités		
7.1 Le PAM devrait mettre davantage l'accent sur le plaidoyer au niveau des États.	Bureau de pays	<p>De vastes consultations ont eu lieu au niveau national et à celui des États pour préparer le prochain programme de pays.</p> <p>Avec les départements de la planification, des atlas de l'insécurité alimentaire, allant jusqu'au district, ont été établis dans huit États où ils serviront d'outils de référence pour les interventions de ces derniers. Une attention particulière est accordée aux disparités entre les groupes sociaux dans l'accès aux vivres.</p> <p>Une carte de la faim est en cours d'établissement dans l'État d'Uttaranchal.</p>
7.2 Le PAM devrait lier ses activités de plaidoyer aux incidences sur la politique et la programmation, définir plus clairement les utilisateurs et les impacts des produits de plaidoyer, établir des plans de diffusion et suivre les résultats de ces activités. Si le financement des activités de plaidoyer reste stable, il faudra se concentrer sur un moins grand nombre d'entre elles, mais mieux ciblées.	Bureau de pays	Les atlas des États serviront d'outils de référence pour de nombreuses interventions. Une attention spéciale est accordée aux disparités entre les groupes sociaux dans l'accès aux vivres.



**ANNEXE: MATRICE DES RÉSULTATS
SUITE DONNÉE PAR LA DIRECTION DU PAM AUX RECOMMANDATIONS
DU RAPPORT SUCCINCT DE L'ÉVALUATION À MI-PAROURS**

Recommandation	Organe responsable	Suite donnée par la direction du PAM
8: Partenariats		
8.1 Le PAM devrait entreprendre des programmes pilotes conjoints sur deux ans avec d'autres institutions des Nations Unies et organisations internationales, et en faire régulièrement le bilan.	Bureau de pays	<p>Un programme conjoint avec le FIDA est en cours depuis 2001; il sera poursuivi. Ce degré d'intégration est unique dans le système des Nations Unies.</p> <p>Un mémorandum d'accord a été signé avec l'UNICEF en avril 2006. Il porte sur le programme conjoint des ICDS, et des composantes éducation et VIH/sida.</p> <p>Le programme conjoint en cours avec l'Initiative sur les micronutriments se prolongera dans le cadre du prochain programme de pays.</p>
8.2 Le PAM et d'autres organismes internationaux devraient s'adresser à des donateurs pour obtenir des fonds à affecter à la promotion de programmes conjoints. Pour ces programmes, il conviendrait de recruter du personnel spécialisé.	Bureau de pays	Des démarches seront faites auprès des donateurs présents dans les pays dans le cadre d'une initiative conjointe des organisations des Nations Unies. Elles sont envisagées dans le prochain Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.



LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
FIDA	Fonds international de développement agricole
ICDS	Services intégrés pour le développement de l'enfant
OEDE	Bureau de l'évaluation
ONG	Organisation non gouvernementale
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres contre travail
VPE	Vivres au profit de l'éducation